

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

SAMEDI 23 JUILLET 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

France est invitée à prolonger sa présence militaire

Un rwandais bouscule la communauté internationale

l'Inaction, la communauté internationale à réagir devant la catastrophe humanitaire dans le Rwanda, où les réfugiés meurent, notamment de choléra. Les Etats-Unis envoient des troupes militaires pour participer à des initiatives

humanitaires. De plus en plus de voix s'élèvent pour demander à la France de maintenir son dispositif au-delà du 21 août, échéance du mandat accordé par les Nations unies. M. Balladur a demandé, vendredi 22 juillet, à M. Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, de se rendre « sans tarder à Goma pour y déployer l'aide médicale de la France ».

troupes françaises et nous sommes obligés d'en parler très franchement avec le gouvernement de Paris ».

Le ministre français de la défense, François Léotard, est attendu à l'ONU et à Washington au milieu de la semaine prochaine. Il doit y débattre d'une éventuelle prolongation de l'opération «Turquoise» et solliciter une intervention massive de l'armée américaine auprès des réfugiés rwandais.

Dans les plus hautes sphères de l'ONU prédomine un sentiment d'impuissance, voire d'échec, devant l'ampleur du drame humanitaire en cours au Rwanda. « Nous avons tout essayé pour faire l'impossible, et nous avons échoué », confiait au Monde, jeudi 21 juillet, un haut fonctionnaire de l'ONU à New-

York. « Il y a un sentiment général de fatigue et d'indifférence » a-t-il ajouté, haussement d'épaules à l'appui, en faisant l'historique de la faillite de la Mission de l'ONU (MINUAR) qui devait assurer la paix civile au Rwanda.

« Nous avions les hommes, ils étaient prêts à partir, mais nous n'avions pas les matériels pour les équiper ni l'argent pour acheter de l'équipement », a-t-il observé, en précisant que certains pays, disposés à fournir des hommes et du matériel pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU, commencent à exiger de se faire payer à l'avance.

AFSANÉ BASSIR POUR

Lire la suite page 3
et nos informations pages 3 et 4

EDITORIAL

Pleure, Afrique mal-aimée

« QU'ILS crèvent ! » : telle semble être, hormis les paroles d'usage à destination d'une opinion sensibilisée par les médias, la seule réponse que ce qu'il est convenu d'appeler la « communauté internationale » a jusqu'à présent apportée aux malheureux Rwandais, successivement victimes d'un génocide, le premier avéré depuis les Khmers rouges, d'un exode aux dimensions bibliques, et maintenant d'une épidémie aux proportions effrayantes. Ainsi le « nouvel ordre mondial » montre-t-il son vrai visage : sans compassion aucune, il ne se met en mouvement que lorsque des intérêts stratégiques, économiques ou militaires, sont en jeu. Alors, que diable irait-il faire au Rwanda, qui n'a ni pétrole ni diamants ? Que ce soit la Chine, hostile par principe à l'ingérence, fût-elle humanitaire, la Russie, qui s'en fiche, occupée qu'elle est à reconstituer les marches de son empire, la Grande-Bretagne, qui n'existe presque plus, ou les Etats-Unis, qui ne veulent pas payer et s'abritent derrière l'alibi somalien, les maîtres du monde, c'est-à-dire du Conseil de sécurité de l'ONU, rivalisent d'une indiffé-

rence accablante, et se gardent d'employer le mot « génocide », qui leur ferait obligation d'intervenir. L'ONU, donc, propose d'envoyer cinq mille hommes... en octobre prochain ; peut-être deux mille « dès » août, si vraiment la France insiste !

LA France ? Elle est là, heureusement, est-on tenté de dire quand ses soldats - d'élite, et non de logistique - sauvent et protègent ceux qui ont la chance de se trouver dans son rayon d'action. Sans quasiment tirer un coup de feu, l'armée française a donc fait ce qu'il y avait à faire : œuvre humanitaire. Très bien ! Sauf que la France serait plus en accord avec elle-même si elle n'avait pas à porter une croix, sa croix : celle de l'aide qui fut dispensée à ceux-là mêmes qui ont organisé le génocide. L'ONU a trahi ses propres principes, et s'est déshonorée en se retirant de Kigali lorsque les massacres ont commencé ? Certes. Mais que dire de la France, dont les conseillers, eux aussi, étaient toujours là.

J.-M. C.

Lire la suite page 3

des Serbes est jugée
par les Occidentaux

E AUTOMNE-HIVER 94/95



Une nuit avec Shakespeare

Jusqu'au petit matin, le public d'Avignon rit avec « Henry VI », l'une des pièces les plus longues de l'histoire du théâtre

AVIGNON

de notre envoyé spécial

Hosanna ! Le Festival est dans le festival avec l'arrivée de Stuart Seide et de son gang (Seide est natif de Brooklyn) dans la sacro-sainte cour du Palais des Papes. Premier coup d'éclat de Stuart

l'Intégrale. On part de Quimper ou de Bruges à la nuit tombante, on atteint Avignon à sept heures du matin. Au Festival, on enchaîne. Les pauses du voyage, ce sont les stations-service. Les pauses d'Avignon, ce sont les entractes.

clent ! Oui, Henry VI de Shakespeare ! Le deuxième coup fourré de Stuart Seide, car la pièce elle-même est une Intégrale. Shakespeare était tout jeune homme, il ne s'est pas cassé la tête, il a écrit une chevauchée dans le style des Trois Mousquetaires. Il enjambe

CLÉS/ Les associations humanitaires

■ **Médecins sans frontières**, qui a plus de cent personnes dans la région, recherche des médecins disponibles pendant trois mois. À l'exception de la crise au Kurdistan, c'est la première fois que MSF doit lancer un tel appel aux vocations. L'organisation, qui indique avoir presque épuisé ses réserves, estime avoir également besoin de 50 millions de francs. Les médecins qui souhaitent aider MSF peuvent appeler au siège parisien. Tél. : 40-21-28-28. Les dons peuvent être adressés à MSF, boîte postale 77, Paris 75011.

■ **La Croix-Rouge française** a adressé un appel par courrier à cinq mille chefs d'entreprise, appel qui a reçu le soutien du CNPF. Les dons peuvent être adressés par chèque bancaire ou postal à l'ordre de Croix-Rouge française, mention Rwanda, adressé à Croix-Rouge Française, 94944 Créteil, ou par carte bancaire 3615 Croix-Rouge.

■ **L'UNICEF** lance un appel urgent pour les quelque 130 000 enfants totalement seuls à Goma. Le comité français recueille les dons à l'adresse suivante : UNICEF opération Rwanda, BP 600, 75006 Paris.

■ **Solidarités** a été l'une des premières organisations à travailler dans la zone humanitaire de l'opération Turquoise. 19, rue Daviel, 75013 Paris. Dons au CCP 36 950 85 M La Source.

■ **Aide et Action**, organisation qui s'occupe des enfants, propose un parrainage d'enfants rwandais. 67, boulevard Sout, 75592 Paris Cedex 12. CCP 482 533 Y Paris.

■ **Le Secours catholique**, très présent avec Caritas depuis le début des événements. 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07. CCP 737 G Paris.

■ **Médecins du Monde** est présent au Zaïre et au Rwanda. 67, avenue de la République, 75541 Paris Cedex 11 CCP 1144 Z Paris.

■ **L'Action internationale contre la faim (AICF)**, 9, rue Dareau, 75014 Paris. CCP 2820 W Paris.

Un drame qui bouscule la communauté internationale

Suite de la première page

Le haut fonctionnaire a insisté auprès de la presse sur la situation d'extrême précarité financière dans laquelle se trouve l'organisation face à la multiplication des interventions auxquelles elle doit participer : « Nous sommes devenus une sorte de super-mendiant, les États membres n'arrêtent pas de nous demander de créer des forces de maintien de la paix, mais ils ne sont pas prêts à les financer. »

M. Boutros-Ghali a d'ailleurs écrit une lettre au Conseil de sécurité, dans laquelle il demande aux États membres qui n'ont pas payé leur contribution de le faire aussi tôt que possible. Dans une liste intitulée « Les cinq États qui doivent le plus d'argent », il rappelle que les États-Unis arrivent en tête avec 1,3 milliard de dollars, suivis par la Russie (573 millions), l'Ukraine (160 millions), la France (155 millions) et le Japon (116 millions). Selon le secrétaire général, les opérations de l'ONU en Somalie et au Mozambique se retrouvent avec un compte totalement vide depuis la semaine dernière.

Les Africains accusent l'ONU

Le haut fonctionnaire de l'ONU, toujours très soucieux des intérêts de l'Afrique, a estimé que le comportement du nouveau gouvernement au Rwanda a été « jusqu'à maintenant raisonnable ». Il n'a cependant pas exclu que l'équipe au pouvoir à Kigali se laisse aller à quelques dérapages et a constaté que le seul pouvoir de l'organisation serait d'« observer attentivement » la situation et de menacer le nouveau gouvernement de ne pas lui accorder d'aide internationale. Selon lui, la même tragédie pourrait se répéter au Burundi voisin : « La situation y est calme pour l'instant, mais n'importe quel incident pourrait déclencher des massacres. »

Le secrétaire général devait lancer un appel pressant à la communauté internationale, vendredi, pour qu'elle se mobilise en faveur du Rwanda. Il a décidé d'y dépêcher son adjoint pour les

affaires humanitaires, Peter Hansen. Les experts de l'ONU soulignent que l'aide financière, dans ce cas précis, ne suffit pas, et que l'action humanitaire dépend avant tout des moyens logistiques requis sur le terrain. Le parachutage des vivres pourrait d'ailleurs être envisagé.

Pour inciter les réfugiés rwandais à quitter les pays voisins, le secrétaire général aurait contacté jeudi le président ougandais Yoweri Museveni, en lui demandant de lancer des programmes de radios répétés, qui encourageraient les réfugiés à rentrer chez eux. Selon l'ONU, la famine pourrait être évitée si les réfugiés acceptaient de rentrer au Rwanda tout de suite, car le moment des récoltes approche.

Pour les milieux dirigeants de l'organisation, les États-Unis devraient incessamment dépêcher des troupes dans la région. Cependant, le débat rwandais porte aussi sur une question plus politique : nombre de chefs d'État africains se disent convaincus que les Occidentaux auraient agi plus vite si une telle catastrophe s'était produite en Europe. « Ils accusent l'ONU de racisme », a poursuivi le haut fonctionnaire qui s'entretenait avec la presse, *je leur réponds qu'il n'y a guère plus de sollicitude de la communauté internationale lorsque des drames humanitaires de grande ampleur se produisent en Géorgie ou au Haut-Karabakh.*

AFSANÉ BASSIR POUR

ANGOLA : les combats reprennent au nord et au sud du pays. — De nombreux civils ont fui du sud du pays vers le nord de la Namibie à la suite d'affrontements entre les combattants de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) et l'armée gouvernementale, a annoncé, jeudi 21 juillet, la radio de l'UNITA. Dans le nord, vingt-quatre civils ont été tués et vingt-huit autres enlevés en fin de semaine dernière, a indiqué jeudi la radio officielle. — (AFP)

Pleure, Afrique mal-aimée

Suite de la première page

Et que répondre, même en sachant que nous sommes en bonne compagnie (celle de l'Afrique du Sud, notamment), à ceux qui comme Etienne Tshisekedi, premier ministre destitué du Zaïre, relèvent qu'il eût été nécessaire de « stopper le trafic d'armes, les infiltrations d'artillerie et de munitions qui se poursuivent sans trêve depuis 1991 du Zaïre vers le Rwanda, dans le but d'attiser les intégrismes ethniques » ?

Sans doute faut-il se garder de toute naïveté : il n'y pas les bons d'un côté, les méchants de l'autre : le FPR tutsi fait le vide autour de lui, est responsable de l'exode, et ne veut laisser rentrer que les paysans, au prétexte des récoltes, ce qui lui permet d'exclure le retour des intellectuels hutus ; si cela était confirmé, cela rappellerait quelque chose, n'est-ce pas, du côté du Cambodge...

♦

Mais que répondre, en effet, sinon que la France ne peut plus prétendre, dans cette affaire, rétablir l'ordre, donner des leçons ou distribuer les bons ou les mauvais points. Elle peut, elle doit continuer de faire progresser la solidarité, en déployant sa diplomatie contre l'égoïsme des nations. Mais si elle veut éviter de jouer le pompier-pyromane, elle a surtout à repenser, trente ans après la décolonisation, sa politique « d'aide » à une Afrique en détresse. Celle-ci est aujourd'hui marginalisée, victime de la dérive des continents qui fait que, ne représentant que 1 % du produit mondial et 2 % des échanges internationaux, elle ne compte plus. Seules ses capacités de « nuisances » préoccupent un reste du monde qui craint la propagation du sida, les dégradations de l'environnement (avec la progression du désert), et les pressions de l'immigration. Commençons donc par changer notre regard sur l'Afrique et, si nous voulons rester présents, soyons dignes de cette présence. Etre dignes, c'est se conformer à un devoir d'humanité et, pour ce qui concerne la France, à une obligation d'humilité.

J.-M. C.